Cartographie des diagnostics amiante et HAP sur voirie en Charente-Maritime

APPEL A PARTICIPATION A UN GROUPE DE TRAVAIL

Obligation réglementaire

Le Code du travail prévoit une obligation explicite de rechercher la présence d'amiante préalablement à toute intervention sur des matériaux, des équipements, des matériels ou des articles susceptibles d'exposer des travailleurs à l'amiante.

Le **donneur d'ordre**, le **maître d'ouvrage** ou le **propriétaire** d'immeubles, d'équipements, de matériels ou d'articles doit faire rechercher la présence d'amiante, préalablement à toute opération comportant des risques d'exposition des travailleurs à l'amiante. Ce **repérage de l'amiante avant travaux** prévu par le Code du travail (article L. 4412-2) vise à permettre à l'entreprise appelée à réaliser l'opération de procéder à son évaluation des risques professionnels, et d'ajuster les protections collectives et individuelles de ses travailleurs.

Les conditions et modalités de ce repérage avant travaux avaient été fixées par le décret 2017-899 du 9 mai 2017, définissant notamment six domaines d'activité pour lesquels ce repérage de l'amiante est obligatoire, avec une échéance fixée au 1^{er} octobre 2018.

Un nouveau **calendrier d'entrée en vigueur** des dispositions relatives au **repérage avant travaux (RAT)** a été fixé par le décret 2019-251 du 27 mars 2019. L'entrée en vigueur de cette obligation dépend de la publication des arrêtés prévus pour chacun des six domaines d'activité concernés. Selon ce nouveau décret, elle intervient au plus tard :

- *le 1er mars 2019 pour les immeubles bâtis (mais l'arrêté d'application n'est toujours pas publié à ce jour),*
- *le 1er janvier 2020 pour les matériels roulants de transports et pour les navires, bateaux et engins flottants,*
- *le 1er juillet 2020 pour les aéronefs et pour les installations, structures ou équipements concourant à la réalisation ou la mise en œuvre d'une activité,*
- **le 1er octobre 2020 pour les terrains, ouvrages de génie civil et infrastructures de transport.**

L'arrêté et la norme associée relatifs au repérage de l'amiante avant-travaux par domaine vont prochainement préciser et définir le contenu, la méthodologie et les modalités de réalisation des repérages.

Contexte technique

Massivement utilisé dans l'industrie et le bâtiment jusqu'au milieu des années 70, l'amiante était autrefois très apprécié pour sa bonne résistance au feu, sa faible conductivité et son coût modique. Totalement interdit en France à partir de 1997 du fait de sa dangerosité importante pour la santé humaine, ce matériau demeure pourtant présent dans de nombreux bâtiments, routes et équipements.

Jusqu'en 1995, certaines couches de roulement ont en effet été réalisées avec des enrobés contenant des fibres d'amiante, utilisées pour améliorer la résistance à l'usure du revêtement. Les routes peuvent aussi contenir de l'amiante « environnemental », qui n'a pas été intentionnellement ajouté mais qu'on retrouve naturellement dans des granulats employés pour réaliser les enrobés.

Dès 2002, le législateur a ainsi imposé le repérage de l'amiante avant travaux dans les bâtiments. En 2016, la loi Travail dite « El Khomri » a étendu l'obligation de recherche d'amiante à tous types de travaux. Cela concerne notamment les travaux publics sur voirie : le décret d'application n°2019-251 du 27 mars 2019 a prévu que cette obligation entrera en vigueur au 1er octobre 2020. Dès aujourd'hui, tous les acteurs de la chaîne des travaux publics doivent donc se mettre en conformité.

Au-delà de l'amiante, la recherche doit être engagée sur tous les matériaux dangereux. En voirie, les HAP (Hydrocarbures Aromatiques Polycycliques), qui ont été utilisés dans les goudrons des liants jusqu'en 1993 pour améliorer la résistance et l'adhérence des enrobés, sont concernés au premier chef.

Le Rapport Avant Travaux

La nouvelle loi impose d'identifier la présence ou non d'amiante dans les **enrobés bitumineux**, partout où des travaux doivent être réalisés. Cette recherche doit donner lieu à un rapport mentionnant notamment et le cas échéant la présence, la nature et la localisation de matériaux ou de produits contenant de l'amiante. Ce document, **le R.A.T. (Repérage Avant Travaux)** doit être joint à tout document de consultation remis aux entreprises candidates à la réalisation de l'opération, et dans tous les cas, fourni à l'entreprise mandatée pour les travaux avant le démarrage du chantier. Avec un objectif : lui permettre de procéder à l'évaluation des risques professionnels et d'ajuster les protections individuelles et collectives de ses intervenants sur le chantier. Cette analyse préalable doit également intégrer la recherche de HAP.

Le propriétaire de la route (collectivité territoriale ou locale, direction interdépartementale des routes, société concessionnaire d'autoroute) **doit tenir à disposition du maître d'ouvrage les éventuels R.A.T. existants**, ainsi que tous les documents de traçabilité et de cartographie de repérage avant travaux dont il dispose. Cette obligation vise, dès lors qu'un repérage a été réalisé dans les conditions prévues par la réglementation, à éviter un nouveau repérage pour des opérations réalisées ultérieurement.

Enjeu du projet évoqué en Comité stratégique Géo 17 du 28 novembre 2019

La norme NF X 46-102 d'application obligatoire (repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante dans les ouvrages de génie civil, infrastructures de transport et réseaux divers) précisera les modalités de réalisation des RAT, **l'enquête publique est annoncée pour février 2020 avec une publication en septembre.**

Afin de faciliter la recherche d'amiante que devra réaliser le maître d'ouvrage donneur d'ordre des travaux, **il est proposé la création d'un portail cartographique permettant de centraliser et visualiser les données de caractérisation des enrobés (amiante et HAP) en mettant à disposition les rapports de recherche d'amiante et de HAP sur voirie à l'échelle du département.** Ainsi, le maître d'ouvrage pourra visualiser les prélèvements déjà effectués. Il pourra accéder aux rapports existants, ajouter ceux qu'il réalise, échanger directement avec le gestionnaire de voirie, etc.

Ce nouveau service porté par Géo 17 permettrait aux maîtres d'ouvrages et aux gestionnaires de voirie de disposer simplement et facilement d'un outil permettant de centraliser, visualiser et partager les rapports de recherche d'amiante et HAP.

Mise en place d'un groupe de travail :

Participants proposés : Géo 17 en appui technique, Maitres d'ouvrage membres de Géo17 : Eau17, SDEER, Syndicat Voirie, Département + exploitants de réseaux intervenant sur l'espace public (RESE, ENEDIS, GRDF...)

Objectifs :

Phase 1 : mise en commun

Partage des connaissances sur le sujet et avancement de la réflexion des maitres d'ouvrage

Identification et formalisation des besoins de chacun

Benchmark

Phase 2 : Instruction technique du projet

Définition de la procédure

Le MOA des travaux missionne un diagnostiqueur suivant la norme NF X46-102.

Les résultats doivent être transmis sous un format conforme à la norme et à la définition des ZPSO (*zones présentant des similitudes d'ouvrage*): quel représentation cartographique ? HAP et amiante ?

Mise en ligne des rapports : modalités de stockage et de bancarisation des données ? gestion des métadonnées ?

Phase 3 : Instruction sur les modalités financières

Planning :

Appel à participation janvier 2020

Démarrage en mars 2020

Information complémentaire :

Choix de la DGT de passer par l'établissement de normes (1 pour chaque domaine d'activité de l'article R.4412-97/II) pour définir la méthodologie des missions de recherche de MPCA avant travaux :

Normes déjà publiées :

- Pour le Domaine 1 (immeubles bâtis) : NF X 46-020 août 2017.
- Pour le domaine 3 (matériels roulants ferroviaires) : NF F 01-020 septembre 2019.
- Pour le domaine 4 (navires, bateaux, engins flottants et autres construction flottantes) : NF X 46-101, janvier 2019.
- Pour le domaine 6 (installations, structures et équipements concourant à la réalisation ou à la mise en œuvre d'une activité) : NF X 46-100 juillet 2019

Normes en cours d'enquête publique :

- Pour le domaine 2 : PR NF P94-001 (relative au repérage de l'amiante dans les sols et roches en place) – fin de l'enquête publique en date du 15 septembre 2019
- Pour le domaine 5 : PR NF L 80-001 (relative au repérage de l'amiante dans les aéronefs) – fin de l'enquête publique en date du 25 septembre 2019

Norme en enquête commission (interne GT normalisation, avant envoi en enquête publique) :

Pour le domaine 2 : projet de norme N X 46-102 (relative au repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante dans les ouvrages de génie civil, infrastructures de transport et réseaux divers) – fin de l'enquête commission en date du 15 septembre 2019

Norme restant à élaborer :

Pour le domaine 3 : norme relative au repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante dans les matériels roulants